



Contact

leroym1@droitducinema.fr

Compétences

- Droit administratif général
- Droit du service public
- Droit public économique
- Droit du cinéma et de l'audiovisuel
- Droit des médias
- Libertés publiques
- Droit constitutionnel

Activités en ligne



@droitducinema



Marc Le Roy



www.droitducinema.fr



www.excellencedroit.fr

Intérêts

Golf (index 7)

Cinéma

Jazz

Marc Le Roy

Docteur en droit public
spécialisé en droit administratif, droit du
cinéma et de l'audiovisuel
enseignant, auteur et dirigeant d'entreprise

Activités professionnelles :

- **Depuis 2010** : Création et direction d'Excellence Droit, société assurant de la formation juridique.
- **Depuis 2002** : Chargé de cours à l'Université (ATER, vacataire). Enseignements de divers matières de droit public, du droit de la concurrence et du droit du cinéma. Voir détail ci-après.
- **Depuis 2006** : Rédaction d'une cinquantaine d'articles en droit administratif, droit du cinéma et de l'audiovisuel et libertés publiques. Voir liste des travaux ci-après.
- **Depuis 2010** : Création et rédaction du fascicule du JurisClasseur relatif au droit du cinéma dans le JurisClasseur administratif (*Fasc. n° 267, janvier 2010 actualisation mai 2014*) et dans le JurisClasseur collectivités territoriales (*Fasc. n° 702*).
- **2016** : Sortie de l'ouvrage *Télévision, cinéma et vidéo à l'ère du numérique. Comprendre la révolution de la consommation audiovisuelle*, Amazon
- **2007-2010** : Consultant externe pour divers cabinets d'avocats.

Formation :

- **2002-2007** : Doctorat de droit public sous la direction du professeur Bertrand Seiller. Sujet : L'extension du bloc de légalité administrative. Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.
- **2002** : DEA (Master 2 recherche) de droit public général, Université de Tours. Sujet de mémoire : Le droit de la concurrence, source de l'égalité administrative sous la direction du professeur Bertrand Seiller. Mention assez bien.
- **2001** : Maîtrise (Master 1) de droit public général à l'Université de Tours.

Annexes :

Liste des cours assurés à l'Université depuis 2002 :

- Cours magistraux de **droit de l'audiovisuel** (2013-2014)
- Cours magistraux d'**Institutions publiques** (2012-2019)
- Cours magistraux de **droit de la concurrence** (2012-2019)
- Cours magistraux de **droit administratif** (2012-2019)
- Cours magistraux de **droit public économique** (2012-2014)
- Cours de **Technique d'expression orale** (2005-2011)

- Travaux dirigés de **Droit administratif** (2002-2012)
- Travaux dirigés de **Droit constitutionnel** (2006-2010)
- Travaux dirigés de **Finances publiques** (2008-2009)
- Travaux dirigés de **Droit public économique** (2003-2007)
- Travaux dirigés de **Droit du service public** (2004-2009)
- Travaux dirigés de **Science administrative** (2002-2003)

Liste des travaux :

- **Thèse :**
 - **L'extension du bloc de légalité administrative**, Thèse rédigée sous la direction de M. le professeur Bertrand Seiller, soutenue le 29 novembre 2007.
- **Ouvrage :**
 - [Télévision, cinéma et vidéo à l'ère du numérique. Comprendre la révolution de la consommation audiovisuelle](#), 2016
- **Fascicule du Jurisclasseur :**
 - **Création et rédaction du fascicule du Jurisclasseur relatif au droit du cinéma** dans le JurisClasseur administratif (*Fasc. n° 267, janvier 2010 actualisation mai 2014*) et dans le JurisClasseur collectivités territoriales (*Fasc. n° 702*). Mise à jour mai 2014.
- **Articles :**
 - **Le CSA en fait-il trop (ou pas assez) ?** Legipresse, février 2018, p. 74
 - [Le CSA veut révolutionner la régulation de l'audiovisuel en ligne \(La fin de la récréation définitivement sifflée pour la vidéo en ligne ?\)](#), *Le Monde* 15 décembre 2016

- **Réforme de la classification des films : des propositions décevantes, InaGlobal.fr 7 mars 2016**
 - **Réforme de la classification des films : comment fait-on à l'étranger ?, InaGlobal.fr 26/11/2015**
 - **Pour une remise à plat du système de classification des films, InaGlobal.fr, août 2015**
 - **Un scénariste peut-il tout se permettre ? (Inaglobal, 23 mai 2014)**
 - **Netflix fera-t-il exploser le modèle audiovisuel français ? (Inaglobal.fr, 24 février 2014)**
 - **Netflix 1 – 0 France (Inaglobal.fr, 4 avril 2014)**
 - **Une circulaire de bon sens** (circulaire Taubira sur les enfants nés de GPA à l'étranger), (*Journal Le Monde édition du 8 février 2013 (pages débats), p. 22*)
 - **Publicité à la TV pour les films « actuellement au cinéma » : oui ou non ? (inaglobal.fr, juillet 2013)**
 - **La diffusion des œuvres cinématographiques à la télévision : sur quelques problématiques contemporaines, (Lamy immatériel juillet 2012, p.71)**
 - **Le financement de la numérisation des salles de cinéma, (Légipresse 2010, p. 437)**
 - **Autorisation d'ouverture de salles de cinéma : le Conseil d'Etat entre culture et zone de chalandise, (JCP Entreprise et affaires 2011, étude n°1157)**
 - **La nouvelle chronologie des médias, (Communication et commerce électronique 2011, étude n°5)**
 - **Italie, Grèce : quand la démocratie représentative marque le pas, (Le Monde.fr, pages Débats, 17 novembre 2011)**
 - **La Ve République est-elle devenue un régime pleinement parlementaire ?, (Le Monde.fr, pages Débats, 9 décembre 2010)**
 - **Le film « Hors la loi » va-t-il avoir un avenir juridictionnel ?, (Le Monde.fr, pages Débats, 22 octobre 2010)**
 - **De la célérité de l'action publique...en certaines circonstances, (Le Monde.fr, pages débats, 19 mai 2010)**
 - **Libres propos sur l'affaire Pérol et le transfert des agents publics vers le secteur privé, (Dalloz 2009, p. 2121)**
 - **Le maire, le mannequin et la protection de la dignité humaine. (AJDA 2008, p. 80)**
 - **Transparence et fictivité à l'épreuve de la notion d'établissement public. (JCP A 2008, étude n° 2014)**
 - **Réflexions sur le service public municipal d'exploitation cinématographique. (Droit administratif 2008, étude n° 18)**
 - **L'imperfection croissante des critères d'identification de la délégation de service public. (AJDA 2008, p. 2268)**
 - **Récupérer une aide publique. (Revue du droit public 2009, p. 1007)**
 - **La protection des mineurs et les œuvres cinématographiques, (Inaglobal.fr, 6/6/12)**
 - **La chronologie des médias à la croisée des chemins, (Inaglobal.fr, 29/02/2012)**
- **Commentaires :**
 - **Nouvelles dispositions sur la classification des films : une réforme en trompe-l'œil, (Décret n° 2017-150 du 8 février 2017 relatif au visa d'exploitation cinématographique), Légipresse 2017, p. 218**

- **Huit ans après sa sortie en salles, le Conseil d'Etat confirme logiquement que le film Antichrist aurait dû être interdit aux mineurs**, (CE 13 janvier 2017, n°397819), JCP G 2017, n° 248
- **Films interdits aux moins de 18 ans : ce qui change.** (Décret n° 2017-150 du 8 février 2017 relatif au visa d'exploitation cinématographique), InaGlobal.fr, février 2017
- **Sausage Party : Le sexe, la violence et le film d'animation**, (TA de Paris, Ord. 14 décembre 2016, Association Promouvoir), Dalloz.fr, Débats, décembre 2016
- **Sexe au cinéma : vers une unification bienvenue de la notion de pornographie ?** (CAA Paris, 12 juillet 2016, Association Promouvoir), AJDA 2016, p. 2221
- **Classification des films : le Conseil d'Etat modifie sa jurisprudence sur la prise en compte des scènes de sexe non simulées** (CE 30 septembre 2015 rendu au sujet du film Love), Legipresse 2015, p. 615
- **Visa d'exploitation du film SAW 3D : la décision du Conseil d'Etat est-elle plus effrayante que le film ?**, AJDA 2015, p. 1599
- **Publication du Règlement général des aides financières du CNC : quels apports ?**, Legipresse avril 2015
- **Un acte d'autorité du CSA nécessaire mais dérisoire**, InaGlobal.fr mars 2015
- **Partie réglementaire du Code du cinéma et de l'image animée : une codification à droit constant et quelques modifications du fond du droit. Commentaire du décret n° 2014-794 du 9 juillet 2014 relatif à la partie réglementaire du code du cinéma et de l'image animée**, JCP A 2014, comm. n° 2205.
- **Responsabilité des personnes publiques en matière de propriété littéraire et artistique : compétence unique du juge judiciaire par dérogation aux principes gouvernant la responsabilité des personnes publiques.** Commentaire des arrêts du Tribunal des conflits de 7 juillet 2014 (2 espèces), M. M. c/Département de Meurthe-et-Moselle, n° C3955 ; M. M. c/Maison départementale des personnes handicapées de Meurthe-et-Moselle, n° C3954 (*Lamy immatériel 2014, n° 3552*)
- **Légalité des aides régionales à la production cinématographique : une nécessaire clarification.** Commentaire du jugement du Tribunal administratif de Lyon, 3 avril 2014, M. Etienne Tête, (*Lamy Immatériel, juillet 2014*)
- **Visa d'exploitation de Nymphomaniac volumes 1 et 2 : rappel à l'ordre par le juge des référés :** Commentaire des décisions du TA de Paris des 28 janvier et 5 février 2014, Association Promouvoir (*Legipresse mars 2014, p. 169*)
- **Nymphomaniac censuré. Vraiment ?** (*Inaglobal.fr, 3 mars 2014*)
- **Réflexion sur la diffusion à la télévision des programmes interdits aux mineurs : un régime perfectible :** Commentaire de la décision du CSA du 3 janvier 2013 mettant en demeure la société *Multithématiques*, *Mélanges en l'honneur de Grégoire Forest, Dalloz, 2014, p. 107*
- **Déploiement d'un réseau très haut débit par les collectivités territoriales : mode d'emploi :** commentaire de la décision du Trib. UE, 16 septembre 2013 (*JCP A, 28 avril 2014 n° 2133*)
- **Autorégulation de la publicité : au risque du puritanisme :** commentaire Décision du Jury de déontologie de la publicité, 16 janv. 2013, Alloresto.fr (*Lamy Immatériel, avril 2013, p. 34*)
- **Du caractère pédagogique de l'attribution des visas d'exploitation cinématographiques :** commentaire CE 29 juin 2012, Association promouvoir, (*JCP G 2012, comm. n° 942*)
- **Répartition des compétences juridictionnelles en matière de troubles anormaux de voisinage dus à une antenne-relai : la mise à jour d'un contentieux byzantin :** commentaire des décisions du TC 14 mai 2012, (6 espèces) (*Lamy Immatériel, août-septembre 2012, p. 61*)

- **Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur les droits d'exploitation d'une œuvre cinématographique (sans jamais oser le demander)... :** commentaire de la décision de la CJUE du 9 février 2012, *Martin Luksan c/ Petrus Van der Let* (*Lamy immatériel*, mai 2012, p. 52)
- **Police administrative et antennes-relais : clarification et centralisation des compétences :** commentaire des décisions du Conseil d'Etat Ass. du 26 octobre 2011, SFR... (3 espèces), (*Lamy immatériel*, février 2012, p. 44)
- **Neutralité politique négative du service public de l'enseignement supérieur : une fausse bonne idée ? :** Commentaire de l'ordonnance du Conseil d'Etat du 7 mai 2011, *Ecole Normale supérieure* (*JCP G 2011, comm. n° 795*)
- **Le financement de la numérisation des œuvres cinématographiques,** (*Décryptage, Légipresse* octobre 2011, p. 569).
- **Respect du droit d'auteur et du droit à l'image par les personnes publiques : le rôle du juge administratif,** commentaire de la décision du CE du 27 avril 2011, *Mme F. et autres.* (*Lamy droit de l'immatériel en novembre 2011, p. 16*)
- **Les conséquences du décret du 22 février 2010 sur le contentieux des visas d'exploitation des films :** Commentaire de l'ordonnance du CE du 6 décembre 2011, *Association promouvoir* (*Lamy droit de l'immatériel avril 2011, éclairage n°2307*)
- **Représentation artistique de l'histoire et police administrative :** le contrôle du juge : Commentaire de l'ordonnance du TA de Nice du 31 mai 2010, *Préfet des Alpes-Maritimes,* (*DA août-septembre 2010 comm. n° 121*)
- **La numérisation des salles de cinéma à l'épreuve du droit de la concurrence :** Commentaire de l'avis de l'Autorité de la concurrence n° 10-A-02 du 1^{er} février 2010 relatif à l'équipement numérique des salles de cinéma (*Légipresse, septembre 2010, p. 211*)
- **La régulation de l'ouverture à la concurrence des paris en ligne par la CJCE :** Commentaire de la décision de la CJCE du 8 septembre 2009, *Liga Portuguesa de Futebol Profissional, Bwin International Ltd. c/ Departamento de Jogos da Santa Casa.* (*AJDA 2009, p. 2184*)
- **Commentaire de l'avis du Conseil de la concurrence 10 juillet 2008 relatif à l'intervention des collectivités locales dans le domaine des salles de cinéma.** (*Contrats et marchés publics 2009, Ctaire n° 23*)
- **Droit des stagiaires inventeurs : une décision pour rien ? :** Commentaire du jugement du Tribunal administratif de Paris, *M. Puech* du 11 juillet 2008 (*Communication-Commerce électronique 2009, étude n°13*)
- **De la bonne utilisation de l'interdiction des films aux moins de 18 ans :** Commentaire de la décision du Conseil d'Etat du 6 octobre 2008, *Société Cinéditions,* n° 311017 (*AJDA 2009, p. 544*)